

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 84 — 1496

## 10 JUILLET 1984. — Décret sur la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

## Article 1er. Ce décret a pour objet :

1° De promouvoir la formation professionnelle des personnes qui travaillent dans l'agriculture ou dans un secteur connexe afin de leur permettre, par des possibilités de formation permanente, d'acquiescer une nouvelle qualification dans la profession agricole ou d'améliorer les connaissances professionnelles qu'ils possèdent déjà;

2° D'assurer la formation des dirigeants et gérants de coopératives ayant la qualification requise pour assurer :

- la gestion de groupements de producteurs;
- la réalisation par ces groupements ou par des organisations offrant des garanties suffisantes en ce qui concerne la participation des agriculteurs à leur gestion, d'initiatives économiques valables dans le domaine de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles;

3° De perfectionner la formation des formateurs, des conférenciers, des vulgarisateurs, du personnel des organisations qui s'occupent de la formation professionnelle agricole;

4° D'encourager les activités de formations organisées par des associations d'amateurs agréées par l'Exécutif de la Communauté française, appartenant au secteur agricole, pour les personnes qui s'adonnent par amateurisme à l'agriculture ou aux secteurs qui lui sont liés;

5° D'organiser la concertation des intéressés.

**Art. 2.** La formation professionnelle permanente comprend l'organisation et la réalisation de cours oraux, de cours par correspondance, de séances d'étude, de conférences, de stages, de visites guidées, de journées de perfectionnement et de contact, ainsi que l'utilisation de l'infrastructure nécessaire.

1° Cours oraux : une série de leçons comportant un ensemble cohérent d'exposés théoriques et pratiques donnés par un formateur agréé par l'Exécutif de la Communauté française et consacrés à une ou plusieurs matières générales ou agricoles ou à des secteurs agricoles spécialisés.

2° Cours par correspondance : une série de leçons écrites équivalent à au moins vingt heures de cours oraux, envoyées aux élèves par la poste, complétées par des questionnaires à remplir et des exercices à faire par les élèves et à corriger par les formateurs.

3° Séance d'étude : une réunion où un problème déterminé en rapport avec l'agriculture est approfondi sous la direction d'une personne qualifiée. L'exposé et la discussion dureront au total un minimum de deux heures.

4° Conférence : une réunion d'une durée d'au moins une heure comportant un exposé et une discussion sous la direction d'un conférencier qualifié sur un sujet en rapport avec l'agriculture.

5° Visite guidée : une visite, d'une durée d'au moins une heure, ayant un caractère non commercial et formatif sous la direction d'un formateur ou d'un conférencier qualifié, à une exploitation agricole, à une institution de recherche ou à des réalisations agricoles, accompagnée d'un bref exposé et, éventuellement, d'une discussion sur place.

6° Journée contact : une réunion d'une durée d'au moins deux heures de délégué(s) responsables de sections locales dépendant d'un centre agréé, dans le but de préparer la formation professionnelle sur le plan local et d'adapter cette dernière aux besoins réels de la base.

7° Journée de perfectionnement : une réunion d'une durée d'au moins quatre heures, réservée aux formateurs, aux conférenciers et au personnel des organisateurs occupés dans la formation professionnelle agricole, où sont traités des sujets et des problèmes en rapport avec la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture.

8° Stage : une formation pratique dans une exploitation ou une institution spécialement choisie et reconnue à cet effet, dans le but primordial d'observer sur place la gestion d'une exploitation ou d'acquiescer des connaissances spéciales.

**Art. 3. § 1er.** La formation professionnelle permanente est subdivisée en six types.

Type A : comporte des cours de rattrapage pour les personnes qui travaillent dans l'agriculture et qui ont reçu une formation de base insuffisante.

Type B : comporte des cours ou des stages donnant une formation spécifique au moment où les intéressés « s'établissent »; cette formation sera axée sur des types d'entreprises bien déterminés et l'accent sera mis sur l'étude des méthodes modernes d'organisation et d'exploitation.

Type C : comporte des cours visant à assurer périodiquement, par type d'exploitation, une formation approfondie complémentaire en matière de technologie et de gestion des exploitations ou à apporter des connaissances particulières.

Type D : comporte des séances d'étude, des conférences, des visites guidées et des journées de contact pour assurer l'information permanente.

Type E : comporte la formation du personnel occupé dans la formation professionnelle agricole, au moyen de journées de perfectionnement.

Type F : comporte la formation du personnel destiné à la formation et à l'encadrement des groupements de producteurs et des coopératives.

§ 2. Une formation A ou B comporte au moins septante-cinq heures de cours oraux et un cours C au moins vingt heures.

**Art. 4.** En vue de l'application du présent décret, l'Exécutif de la Communauté française détermine :

- les conditions minimales auxquelles les activités de formation professionnelle doivent satisfaire pour être agréées par lui;
- les conditions à remplir pour être admis à ces activités;
- les conditions à remplir pour obtenir un certificat d'étude;
- les conditions d'agrément des personnes chargées de la désignation des différents types de formation prévus par le présent décret.

Pour pouvoir être agréés par l'Exécutif de la Communauté française, les programmes, les thèmes et les sujets des différentes activités doivent être en relation directe avec la vie rurale et les secteurs agricoles et connexes.

**Art. 5.** Les activités de formation professionnelle citées dans le présent décret doivent, sauf cas dûment justifiés, et en matière de stages, être fréquentées par au moins six élèves.

**Art. 6.** Les activités de formation ont lieu aux jours et heures déterminés par ou arrêtés de commun accord avec le service compétent du Ministère de la Communauté française.

**Art. 7.** Les activités de formation professionnelle sont organisées par les centres ou organisations agréées, ainsi que par la Communauté française.

(1) *Session 1982-1983.*

*Documents du Conseil.* — N° 93, n° 1. Proposition de décret. — N° 93, n° 2, 3, 4, 5, 6 et 7. Amendements. — N° 93, n° 8. Rapport.

*Session 1983-1984.*

*Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 17 mai 1984. — Adoption. Séance du 26 juin 1984.

## CHAPITRE II

*Agréation de centres, d'organismes et d'établissements*

**Art. 8. § 1er.** Les conditions d'agrément des centres de formation professionnelle sont les suivantes :

1° avoir la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture inscrite à ses statuts;

2° étendre ses activités à quatre au moins des provinces suivantes : Brabant, Hainaut, Liège, Luxembourg et Namur;

3° rendre les activités de formation professionnelle effectivement accessibles à toute personne travaillant dans l'agriculture;

4° avoir une structure décentralisée;

5° disposer d'un service central composé d'au moins trois personnes occupées à temps plein et possédant une qualification professionnelle suffisante dans les domaines technique et économique; l'une de ces personnes au moins doit posséder un diplôme universitaire ou supérieur non universitaire;

6° avoir un secrétariat présentant toute garantie pour une organisation et une planification adéquate des activités de formation professionnelle;

7° ne poursuivre aucun but lucratif;

8° se soumettre au contrôle administratif et financier de la Communauté française;

9° avoir son siège principal dans la Communauté française.

Seuls ces centres sont compétents pour organiser tous les types de formation professionnelle prévus à l'article 3.

§ 2. Les centres qui ne répondent qu'aux conditions visées par les alinéas 1°, 3°, 7°, 8° et 9° peuvent organiser tous les types de formation prévus à l'article 3 à l'exception du type B et des journées de contact.

**Art. 9.** Des associations d'amateurs du secteur agricole peuvent être agréées comme organisatrices de conférences aux conditions suivantes :

1° avoir comme objectif la formation agricole d'amateurs;

2° ne poursuivre aucun but lucratif;

3° avoir leur siège exclusivement dans la Communauté française.

Les associations d'amateurs sont compétentes pour l'organisation de conférences, à l'exclusion de toute autre forme d'activité de formation.

**Art. 10.** L'Exécutif de la Communauté française décide de l'agrément sur présentation des documents attestant que se trouvent remplies les conditions des articles 8 ou 9, selon le cas.

**Art. 11.** Les centres visés à l'article 8, § 1er, doivent disposer du personnel suivant :

1° personnel permanent : avec comme mission : la conception et l'organisation des cours, l'élaboration des programmes, la préparation des leçons, la documentation des enseignants et l'assistance aux responsables locaux;

2° responsables locaux : ce sont les présidents, secrétaires et dirigeants des sections régionales ou locales des centres et chargés de l'animation locale;

3° formateurs et conférenciers : ces collaborateurs peuvent ou bien faire partie du personnel à plein temps des centres agréés ou être des collaborateurs s'adonnant, à temps partiel, aux activités de formation.

**Art. 12.** Les centres visés à l'article 8, § 2, doivent pouvoir exécuter le travail de secrétariat exigé de l'organisateur et pouvoir disposer de formateurs et de conférenciers.

**Art. 13.** Les formations de type A, B et C et les journées de perfectionnement doivent avoir lieu dans les établissements agréés.

L'agrément de ces établissements s'effectue par l'Exécutif de la Communauté française, sur proposition d'un centre agréé et aux conditions suivantes :

1° disposer de locaux bien équipés et en nombre suffisant;

2° disposer d'un matériel didactique et audio-visuel moderne suffisant et adapté à la formation à donner.

Les stages doivent avoir lieu dans un établissement agréé par l'Exécutif de la Communauté française comme exploitation de stage.

L'Exécutif de la Communauté française détermine pour chaque activité de formation professionnelle spécifique les conditions particulières auxquelles ces établissements doivent satisfaire.

**Art. 14.** L'exercice commence le 1er septembre et se termine le 31 août. Avant le 15 juillet de chaque exercice, chaque centre ou organisateur agréé présente un programme.

**Art. 15.** Le programme global requiert l'agrément de l'Exécutif de la Communauté française. Celui-ci détermine les formalités qui président à la demande d'agrément et à la liquidation des subventions.

CHAPITRE III. — *Rémunérations, indemnités, subventions*

**Art. 16.** L'Exécutif de la Communauté française détermine le montant et les modalités de paiement pour :

1° les rémunérations et indemnités des formateurs et conférenciers;

2° les subventions d'organisation des centres agréés;

3° les subventions de fonctionnement des centres agréés;

4° les indemnités pour les participants aux activités de formation professionnelle.

Ces montants ne peuvent être inférieurs à ceux fixés par les dispositions légales en vigueur au jour de l'entrée en vigueur du présent décret.

CHAPITRE IV. — *Contrôle*

**Art. 17.** Les activités de formation professionnelle qui, aux termes du présent décret, peuvent être subventionnées, les organisateurs, les formateurs, les conférenciers, les établissements, les participants à ces activités sont soumis au contrôle des fonctionnaires désignés à cet effet par l'Exécutif de la Communauté française. Ceux-ci peuvent se faire communiquer tous renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et procéder à toutes constatations utiles.

Les dispositions de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967, relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions s'appliquent aux rémunérations, indemnités et subventions fixées en vertu du chapitre III du présent décret.

**Art. 18.** L'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 juillet 1984.

Le Ministre-Président chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 1496

## 10 JULI 1984. — Decreet over de beroepsvorming van personen die in de landbouw werken (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

## Artikel 1. Dit decreet heeft tot doel :

1° De beroepsopleiding te bevorderen van personen die in de landbouw of in een verwante sector werken, ten einde hen, door mogelijkheden van permanente vorming, de gelegenheid te bieden een nieuwe kwalificatie in het landbouwberoep te verwerven of de beroepskennis die zij reeds bezitten te verbeteren;

2° De opleiding te verzekeren van de leiders en beheerders van coöperatieven die de vereiste kwalificatie bezitten om belast te zijn met :

- het beheer van productengroeperingen;
- de verwezenlijking door die groeperingen of door organisaties die voldoende waarborgen bieden in verband met de deelneming van de landbouwers in hun beheer, van geldige economische initiatieven op het gebied van de verwerking en de commercialisering van de landbouwproducten;

3° De opleiding van de opleiders, de voordrachtgevers, de vulgarisatoren, het personeel van de organisaties die zich met de landbouwberoepsvorming bezighouden, te vervolmaken;

4° De opleidingsactiviteiten aan te moedigen, georganiseerd door liefhebbersverenigingen die door de Executieve van de Franse Gemeenschap erkend zijn en die tot de landbouwsector behoren voor de personen die zich uit amateurisme wijden aan de landbouw of aan de sectoren die ermee verbonden zijn.

5° Het overleg tussen de geïnteresseerden te organiseren.

Art. 2. De permanente beroepsopleiding omvat de organisatie en de productie van mondelinge cursussen, schriftelijke cursussen, studiezittingen, voordrachten, stages, geleide bezoeken, vervolmakings- en contactdagen, alsook het gebruik van de nodige infrastructuur.

1° Mondelinge cursussen : een reeks lessen die een coherent geheel van theoretische en praktische uiteenzettingen omvatten, gegeven door een door de Executieve van de Franse Gemeenschap erkende opleider en gewijd aan één of meerdere, algemene of landbouwmateries of aan gespecialiseerde landbouwsectoren.

2° Schriftelijke cursussen : een reeks geschreven lessen equivalent met minstens twintig uur mondelinge cursussen die per post naar de leerlingen worden gestuurd en aangevuld zijn met vragenlijsten en oefeningen in te vullen en uit te voeren door de leerlingen en te verbeteren door de opleiders.

3° Studiezitting : een bijeenkomst waar een bepaald probleem in verband met de landbouw grondig wordt onderzocht onder de leiding van een bekwaame persoon. De uiteenzetting en de bespreking zullen in totaal minimum twee uren duren.

4° Voordracht : een bijeenkomst van minstens één uur bestaande uit een uiteenzetting en een bespreking onder de leiding van een bekwaame voordrachtgever over een onderwerp in verband met de landbouw.

5° Geleid bezoek : een bezoek van minstens één uur, met een niet-commercieel en vormend karakter, onder de leiding van een opleider of een bekwaame voordrachtgever, aan een researchinstelling of aan landbouwverwezenlijkingen, samen met een korte uiteenzetting en eventueel een bespreking ter plaatse.

6° Contactdag : een bijeenkomst van minstens twee uur van verantwoordelijke afgevaardigden van plaatselijke secties die van een erkend centrum afhangen, met het doel de beroepsvorming op plaatselijk vlak voor te bereiden en deze aan de reële noden van de basis aan te passen.

7° Vervolmakingsdag : een bijeenkomst van minstens vier uur, voorbehouden voor de in de landbouw-beroepsopleiding tewerkgestelde opleiders, voordrachtgevers en het personeel van organisatoren, waar onderwerpen en problemen behandeld worden in verband met de beroepsopleiding van personen die in de landbouw werken.

8° Stage : een praktische vorming in een exploitatie of een bijzonder gekozen en daarvoor erkende instelling, met het fundamenteel doel het beheer van een exploitatie ter plaatse te observeren of bijzondere kennis te verwerven.

Art. 3. § 1. De permanente beroepsopleiding wordt in zes types onderverdeeld.

Type A : omvat inhalingscursussen voor personen die in de landbouw werken en die een onvoldoende basisopleiding gekregen hebben.

Type B : omvat cursussen of stages die een specifieke vorming verspreken, op het ogenblik waarop de geïnteresseerden « zich vestigen »; deze vorming zal op welbepaalde ondernemingstypes gericht zijn en de nadruk zal gelegd worden op de studie van moderne organisatie- en exploitatiemethodes.

Type C : omvat cursussen die tot doel hebben periodiek, per exploitatie-type, een bijkomende grondige opleiding inzake technologie en beheer van de exploitaties te verstrekken of bijzondere kennis in te brengen.

Type D : omvat studiezittingen, voordrachten, geleide bezoeken en contactdagen met het oog op permanente informatie.

Type E : omvat de opleiding van het personeel dat in de landbouw-beroepsopleiding tewerkgesteld is, door middel van vervolmakingsdagen.

Type F : omvat de opleiding van het personeel dat bestemd is voor de vorming en de leiding van de producentengroeperingen en van de coöperatieven.

§ 2. Een opleiding A of B omvat minstens vijftien uren mondelinge cursussen en een cursus C minimum twintig uren.

Art. 4. Met het oog op de toepassing van dit decreet, bepaalt de Executieve van de Franse Gemeenschap :

— de minimale voorwaarden waaraan de activiteiten van beroepsopleiding moeten voldoen om door haar erkend te worden;

— de voorwaarden die moeten vervuld zijn om tot deze activiteiten toegelaten te worden;

— de voorwaarden die moeten vervuld zijn om een studiegetuigschrift te bekomen;

— de erkenningsvoorwaarden voor de personen belast met de bestemming van de verschillende opleidingstypes voorzien in dit decreet.

Om door de Executieve van de Franse Gemeenschap te kunnen erkend worden, moeten de programma's, de thema's en de onderwerpen van de verschillende activiteiten in rechtstreeks verband staan met het landelijk leven en met de sectoren van de landbouw en die er mee in verband staan.

Art. 5. De in dit decreet vermelde activiteiten van beroepsopleiding moeten door minstens zes leerlingen gevolgd zijn, behalve in behoorlijk rechtvaardigde gevallen, en inzake stages.

Art. 6. De opleidingsactiviteiten hebben plaats op 'de dagen en uren bepaald door of besloten na gemeen overleg met de bevoegde dienst van het Ministerie van Franse Gemeenschap.

Art. 7. De activiteiten van beroepsopleiding worden ingericht door de centra of de erkende organisaties, alsook door de Franse Gemeenschap.

(1) Zitting 1982-1983.

Bescheiden van de Raad. — Nr. 93, nr. 1. Voorstel van decreet. — Nr. 93, nrs. 2, 3, 4, 5, 6 en 7. Amendementen. — Nr. 93, nr. 8. Verslag.

Zitting 1983-1984.

Integrale verslagen. — Bespreking. Zitting van 17 mei 1984. — Aanneming. Zitting van 26 juni 1984.

## HOOFDSTUK II

*Erkenning van centra, organisatoren en instellingen*

Art. 8. § 1. De goedkeuringsvoorwaarden van de centra voor beroepsopleiding zijn de volgende :

1° de beroepsopleiding van de personen die in de landbouw werkzaam zijn in haar statuten ingeschreven hebben;

2° zijn activiteiten uitstrekkend tot minstens vier van de volgende provincies : Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen;

3° de activiteiten van beroepsopleiding effectief toegankelijk maken voor iedere persoon die in de landbouw werkt;

4° een gedecentraliseerde structuur hebben;

5° over een centrale dienst beschikken, samengesteld uit ten minste drie personen die voltijds tewerkgesteld zijn en een voldoende beroepsbekwaamheid in het technisch en economisch domein bezitten; minstens één van die personen moet een universitair of hoger niet universitair diploma bezitten;

6° een secretariaat hebben dat elke waarborg biedt voor een aangepaste organisatie en planning van de activiteiten van beroepsopleiding;

7° geen enkel winstgevend doel nastreven;

8° zich aan de administratieve en financiële controle van de Franse Gemeenschap onderwerpen;

9° zijn voornaamste zetel in de Franse Gemeenschap hebben.

Enkel die centra zijn bevoegd om alle types van beroepsopleiding voorzien in artikel 3 te organiseren.

§ 2. De centra die slechts aan de voorwaarden bedoeld in de alinea's 1°, 3°, 7°, 8° en 9° beantwoorden, mogen alle opleidingstypes voorzien in artikel 3 organiseren met uitzondering van type B en van de contactdagen.

Art. 9. De liefhebbersverenigingen van de landbouwsector kunnen als organisatoren van voordrachten erkend worden op de volgende voorwaarden :

1° de landbouwvorming van liefhebbers tot doel hebben;

2° geen enkel winstgevend doel nastreven;

3° hun zetel uitsluitend in de Franse Gemeenschap hebben.

Die liefhebbersverenigingen zijn bevoegd voor de organisatie van voordrachten, met uitzondering van elke andere vorm van opleidingsactiviteit.

Art. 10. De Executieve van de Franse Gemeenschap beslist over de goedkeuring op vertoon van de dokumenten die verklaren dat de voorwaarden van de artikelen 8 of 9, volgens het geval, vervuld zijn.

Art. 11. De centra bedoeld in artikel 8, § 1, moeten over het volgende personeel beschikken :

1° permanent personeel : met als opdracht : het uitdenken en de organisatie van de cursussen, de samenstelling van de programma's, de voorbereiding van de lessen, de dokumentatie van de onderwijzers en de hulpverlening aan de plaatselijke verantwoordelijken;

2° plaatselijke verantwoordelijken : dit zijn de voorzitters, de secretarissen en leiders van de regionale of plaatselijke afdelingen van de centra en de personen belast met het plaatselijk opbouwwerk;

3° opleiders en voordrachtgevers : deze medewerkers kunnen ofwel als voltijds personeel van de erkende centra deel uitmaken, ofwel zich als deeltijdse medewerkers aan de opleidingsactiviteiten wijden.

Art. 12. De in artikel 8, § 2, bedoelde centra moeten de sekretariaatsarbeid kunnen uitvoeren die door de organisatoren wordt vereist en moeten kunnen beschikken over opleiders en voordrachtgevers.

Art. 13. De opleidingen van type A, B en C en de vervolmakingsdagen moeten in de erkende instellingen plaatshebben.

De goedkeuring van deze instellingen gebeurt door de Executieve van de Franse Gemeenschap op de voordracht van een erkend centrum en onder de volgende voorwaarden :

1° beschikken over goed uitgeruste lokalen en in voldoende aantal;

2° beschikken over voldoende modern didactisch en audiovisueel materieel dat aan de te geven opleiding is aangepast.

De stages moeten plaatshebben in een door de Executieve van de Franse Gemeenschap erkende instelling als stage-onderneming.

De Executieve van de Franse Gemeenschap stelt voor elke activiteit van specifieke beroepsopleiding de bijzondere voorwaarden vast waaraan deze instellingen moeten voldoen.

Art. 14. De opleiding begint op 1 september en eindigt op 31 augustus. Vóór de 15e juli van elke sessie stelt elk centrum of erkende organisator een programma voor.

Art. 15. Het totaalprogramma vereist de goedkeuring van de Executieve van de Franse Gemeenschap. Deze bepaalt de formaliteiten waarvan moet worden uitgegaan voor de goedkeuringsaanvraag en voor de afrekening van de subsidies.

## HOOFDSTUK III

*Bezoldigingen, toelagen, subsidies*

Art. 16. De Executieve van de Franse Gemeenschap stelt het bedrag en de betalingsmodaliteiten vast voor :

1° de bezoldigingen en toelagen van de opleiders en voordrachtgevers;

2° de organisatiesubsidies van de erkende centra;

3° de werkingssubsidies van de erkende centra;

4° de toelagen voor de deelnemers aan de activiteiten van beroepsopleiding.

Deze bedragen mogen niet lager zijn dan deze vastgesteld door de wettelijke bepalingen van kracht de dag waarop dit decreet in werking treedt.

HOOFDSTUK IV. — *Toezicht*

Art. 17. De activiteiten van beroepsopleiding die volgens dit decreet mogen gesubsidieerd worden, de organisatoren, de opleiders, de voordrachtgevers, de instellingen, de deelnemers aan deze activiteiten worden onderworpen aan het toezicht van de ambtenaren die door de Executieve van de Franse Gemeenschap te dien einde zijn aangewezen. Dezen mogen zich alle inlichtingen en bescheiden nodig voor de uitoefening van hun ambt laten mededelen en tot alle nuttige vaststellingen overgaan.

De bepalingen van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967, betreffende het toezicht van de toekenning en het gebruik van de subsidies zijn van toepassing op de bezoldigingen, de toelagen en de subsidies vastgesteld krachtens het hoofdstuk III van dit decreet.

Art. 18. De Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit decreet.

Vaardigen dit decreet uit, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 juli 1984.

De Minister-Voorzitter belast met de Culturele Zaken en de Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,

R. URBAIN